

PSA Finance a-t-elle bénéficié d'une aide d'Etat ?

Selon *Les Echos*, la France a notifié officiellement lundi 7 janvier à la Commission européenne le plan de sauvetage de Banque PSA Finance, reconnaissant implicitement qu'il s'agit d'une aide d'Etat. Celui-ci devra donc être approuvé par l'exécutif européen, dont la réponse devrait tomber d'ici à deux mois. De quoi donner des sueurs froides aux autorités françaises et aux dirigeants du groupe, qui voient le sort de la banque du constructeur automobile suspendu à la décision de Bruxelles.

Il s'agit d'un retournement complet de position pour les parties françaises, note *Les Echos* qui rappelle que, jusqu'à présent, aussi bien le gouvernement que la direction de PSA juraient que la garantie publique de 7 milliards apportée par l'Etat français à Banque PSA Finance n'avait pas à être examinée par les services de la Commission. Leur argumentaire était simple : comme la garantie était payée par PSA à valeur de marché, le gouvernement en déduisait qu'il ne s'agissait pas d'une aide d'Etat. Au contraire, les pouvoirs publics disaient même espérer gagner des centaines de millions d'euros grâce à la rémunération de la garantie, sans avoir à sortir un euro.

En envoyant cette notification officielle, Paris reconnaît au contraire qu'il s'agit bien d'une aide d'Etat. Il faut dire que la France n'avait plus guère le choix : fin décembre, la Commission avait envoyé un courrier pour réclamer cette notification, preuve que l'exécutif européen ne croyait guère à l'argumentaire français.

Les services de Joaquin Almunia, commissaire à la Concurrence, vont maintenant examiner à la loupe ce plan de sauvetage. Malgré tout, il paraît inévitable que PSA doive faire des concessions supplémentaires pour obtenir l'approbation du plan de sauvetage. Au final, PSA pourrait avoir à lâcher du lest via des cessions d'actifs, ou en prenant des engagements sur certains marchés. Dans le cas le plus extrême la Commission pourrait même demander au groupe de durcir encore son plan social, qui prévoit, au bas mot, 8.000 suppressions de postes en France.

La négociation sera d'autant plus difficile qu'un concurrent de PSA a déposé plainte auprès de Bruxelles, s'estimant victime d'une distorsion de concurrence.